

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES
D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE**

**Convention collective de travail du 23 septembre 2002 instaurant un fonds de sécurité
d'existence dénommé "Fonds social intersectoriel" et en fixant les statuts**

A. INSTITUTION

Article 1er

Par la présente convention collective de travail et en application de l'article 1er, premier alinéa de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, les Commissions paritaires instaurent un fonds de sécurité d'existence, dont les statuts sont fixés ci-après.

Article 2

La présente convention collective de travail **s'applique** à tous les employeurs et à tous les travailleurs des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

Par travailleurs on entend le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Article 3

La présente convention collective de travail sort ses effets le 1er septembre 2002 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 30 juin de chaque année, avec effet au 1er janvier de l'année suivante.

La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Sous-Commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande. Le président fait parvenir une copie de la dénonciation à chacune des parties signataires.

B. STATUTS

CHAPITRE I - DENOMINATION

Article 4 A partir du 1er septembre 2002, un Fonds de sécurité d'existence est instauré, dénommé "Fonds social **intersectoriel**" (FSI)

Le siège social est établi à 1000 Bruxelles, Quai du commerce 48. Ce siège peut être transféré à une autre adresse par décision unanime du Comité de gestion.

CHAPITRE II - BUT

Article 5 Le Fonds, instauré par la présente convention collective de travail, assure le financement d'initiatives pour l'emploi et la formation. A cet effet, le fonds reçoit et gère les sommes de la réduction des cotisations provenant des réserves "non-récurrentes" du Fonds sectoriel Maribel Social pour les établissements d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande et versées au Fonds visé par le Fonds de récupération fédéral instauré

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR. - ENREGISTR.

07-11-2002 | 11-12-2002 | NR. 04566 | 160/31901

4

par l'Arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures pour la promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand.

CHAPITRE III - FINANCEMENT

Article 6 Les moyens financiers du fonds consistent en:

- la somme des réductions des cotisations mentionnées à l'article 5, alinéa 1er de la présente convention, inclusivement les intérêts;
- les autres moyens financiers qui seraient octroyés par ou en vertu d'une convention collective de travail sectorielle.

Article 7 Les frais d'administration du fonds sont fixés chaque année par le Conseil d'Administration prévu à l'article 11.

CHAPITRE IV - GESTION

Article 8 Le fonds est géré par un Comité de gestion paritaire qui se compose de 10 membres effectifs.

Ces membres sont désignés par la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande, dont la moitié sur la proposition des organisations représentatives des employeurs et l'autre moitié sur la proposition des organisations représentatives des travailleurs.

Article 9 Les membres du Comité de gestion sont désignés pour la même période que celle de leur mandat de membre de la Sous-commission paritaire.

Le mandat de membre au sein du Comité de gestion se termine en cas de licenciement, décès ou lorsque la durée du mandat prend fin ou en raison de licenciement donné par l'organisation qui a proposé le membre.

Le cas échéant, le nouveau membre termine le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du Comité de gestion sont renouvelables.

Article 10 Les gestionnaires du fonds ne prennent aucun engagement personnel concernant les obligations du fonds. Leur responsabilité se limite à l'exercice du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

Article 11 Le Comité de gestion choisit chaque année un président et un vice-président parmi ses membres, alternativement de la délégation de travailleurs et de la délégation patronale.

Il désigne également la(les) personne(s) qui est(sont) chargée(s) du secrétariat.

Article 12 Le Comité de gestion dispose des compétences les plus étendues pour la gestion et l'administration du fonds, dans les limites fixées par **et/ou** en vertu de la loi du 7 janvier 1958, les présents statuts et l'arrêté royal du 5 février 1997.

Sauf décision contraire du Comité de gestion, ce dernier intervient dans tous ses actes et procède en justice par l'intermédiaire du président et du vice-président ensemble, chacun

9

remplacé le cas échéant par un membre du Comité désigné à cet effet par le Conseil de gestion.

Le comité de gestion a en outre pour tâches :

- 1. de procéder à l'embauche et au licenciement éventuel du personnel du fonds;
- 2. d'exercer le contrôle et prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de ces statuts;
- 3. de constater les frais d'administration;
- 4. de transmettre un rapport écrit à la Sous-commission paritaire sur l'accomplissement de sa mission pendant le mois de juin de chaque année.
- 5. de transmettre aux instances compétentes les rapports prévus par et/ou en vertu de l'arrêté royal du 5 février 1997.

Article 13 Le Comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre.

Le Comité se réunit soit sur l'invitation du président intervenant d'office, soit à la demande d'au moins la moitié des membres du Comité de gestion, ainsi qu'à la demande d'une des organisations représentées.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Le procès-verbal est rédigé par le secrétaire, désigné par le Comité de gestion, et signé par celui qui a présidé la réunion.

Les extraits de ce procès-verbal sont signés par le président et le vice-président.

Article 14 Le Comité de gestion ne peut délibérer valablement que si au moins la moitié des membres de la délégation de travailleurs et des membres de la délégation patronale sont présents.

Article 15 En principe, les décisions du Comité de gestion sont prises à l'unanimité des voix des membres présents, sauf dispositions contraires dans le règlement d'ordre intérieur rédigé par le Comité de gestion.

CHAPITRE V - CONTROLE

Article 16 Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, le Fonds désigne un réviseur pour le contrôle de la gestion du fonds. Celui-ci doit rendre compte au moins une fois par an à la Sous-Commission paritaire.

CHAPITRE VI - BILAN ET COMPTES

Article 17 Le bilan et les comptes de l'exercice écoulé sont clôturés chaque année, le 31 décembre

CHAPITRE VII - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 18 Le fonds est instauré pour une durée indéterminée.

Article 19 Il est dissous par la Sous-commission paritaire suite à un préavis éventuel, tel que prévu à l'article 3.

Article 20 La Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande désigne les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et indique la destination des biens.

9

**PARITAIR SUBCOMITE VAN DE OPVOEDINGS- EN
HUISVESTINGSINRICHTINGEN EN -DIENSTEN VAN DE VLAAMSE
GEMEENSCHAP**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 september 2002 m.b.t. de
oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Intersectoraal
Sociaal Fonds (ISF)" en vaststelling van de statuten.**

A. OPRICHTING

Artikel 1 Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van artikel 1, eerste lid, 1° van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid richten de Paritaire Comités een fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna zijn vastgesteld.

Artikel 2 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle werkgevers en alle werknemers van de Vlaamse opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse gemeenschap.

Onder "werknemers" wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

Artikel 3 Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking op 1 september 2002 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door elke van de partijen worden opgezegd vóór 30 juni van ieder jaar, met uitwerking op 1 januari van het daaropvolgende jaar.

De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair subcomité van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse gemeenschap. De voorzitter laat een kopie van de opzegging geworden aan elk van de ondertekenende partijen.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR.
07-11-2002 | 11-12-2002 | N°

64566 | 16/31901

ARC / ACA
07-11-2002
AG / Nr.

B. STATUTEN

HOOFDSTUK I - BENAMING

Artikel 4 Met ingang van ^{1 september 2002} wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht genaamd "**Intersectoraal Sociaal Fonds (ISF)**".

De maatschappelijke zetel van het fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Handelskaai, 48. Deze zetel kan bij unanieme beslissing van de Raad van Beheer van het fonds, elders overgeplaatst worden.

HOOFDSTUK II - DOEL

Artikel 5 Het fonds, opgericht door deze collectieve arbeidsovereenkomst, verzekert de financiering van tewerkstellings- en vormingsinitiatieven. Hiertoe ontvangt en beheert het fonds de sommen van de bijdragevermindering komende uit de "niet-recurrente" reserves van het Sectoraal Fonds Sociale Maribel voor opvoedings- en huisvestingsinstellingen van de Vlaamse gemeenschap en aan bedoeld Fonds gestort door het Federaal terugvondingsfonds opgericht bij Koninklijkbesluit dd. 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

HOOFDSTUK III - FINANCIERING

Artikel 6 De geldmiddelen van het fonds bestaan uit:

- * de som van de bijdrageverminderingen vermeld in artikel 5, alinéa 1 van deze overeenkomst, met inbegrip van de renten;
- * de andere geldmiddelen die zouden toegekend worden door of krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 7 De administratiekosten van het fonds worden elk jaar vastgesteld door de Raad van Beheer voorzien bij artikel 11.

HOOFDSTUK IV - BEHEER

Artikel 8 Het fonds wordt beheerd door een paritaire Raad van Beheer samengesteld uit twaalf effectieve leden.

Deze leden worden aangeduid door het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse gemeenschap, voor de helft op voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties en voor de andere helft op voordracht van de representatieve werknemersorganisaties.

Artikel 9 De leden van de Raad van Beheer worden aangesteld voor dezelfde période alsdeze van hun mandaat als lid van het Paritair Subcomité.

Het mandaat van lid van de Raad van Beheer vervalt door ontslagneming of door overlijden of wanneer de duur van het mandaat is verstreken of wanneer de organisatie die het lid heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt of wanneer de betrokkene geen deel meer uitmaakt van de organisatie die hem voorgedragen heeft.

Het nieuw lid voltooit desgevallend het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van de Raad van Beheer zijn hernieuwbaar.

Artikel 10 De leden van de Raad van Beheer gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen aangegaan door het fonds.

Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van hun mandaat.

Artikel 11 De Raad van Beheer kiest elk jaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemersafvaardiging en uit de werkgeversafvaardiging.

Hij duidt eveneens de persoon aan die met het secretariaat wordt belast.

Artikel 12 De Raad van Beheer beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het fonds, binnen de limieten gesteld door en / of krachtens de wet van 7 januari 1958, deze statuten en het koninklijk besluit van 5 februari 1997.

Tenzij andersluidende beslissing van de Raad van Beheer treedt deze laatste in al zijn handelingen op en handelt hij in rechte via de voorzitter en de ondervoorzitter gezamenlijk, elk desgevallend vervangen door een lid van de Raad daartoe door de Raad van Beheer aangesteld.

De Raad van Beheer heeft onder meer als opdrachten:

- * over te gaan tot de eventuele aanwerving en afdanking van het personeel van het fonds;
- * contrôle uit te oefenen en alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze statuten;
- * de administratiekosten vast te stellen;
- * tijdens de maand juni van elk jaar schriftelijk verslag over te maken aan het Paritair Subcomité voor de gezondheidsdiensten over de vervulling van zijn opdrachten;
- * aan de bevoegde instanties de verslagen voorzien door en / of krachtens het koninklijk besluit van 5 februari 1997 over te maken.

Artikel 13 De Raad van Beheer vergadert minstens eenmaal per semester.

De Raad vergadert hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van ten minste de helft van zijn leden, hetzij op vraag van één der in zijn schoot vertegenwoordigde organisaties.

De uitnodigingen moeten de dagorde bevatten.

De notulen worden opgemaakt door de secretaris aangewezen door de Raad van Beheer en ondertekend door degene die de vergadenng heeft voorgezeten. Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

Artikel 14 De Raad van Beheer kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft zowel van de leden van de werknemersafvaardiging als van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

Artikel 15 Behoudens andersluidende bepalingen in het huishoudelijk règlement opgesteld door de Raad van Beheer, worden zijn beslissingen getroffen bij eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden.

HOOFDSTUK V - CONTROLE

Artikel 16 Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid duidt het Fonds een bedrijfsrevisor aan ter contrôle van het beheer van het Fonds. De revisor brengt minstens éénmaal per jaar verslag uit over zijn opdracht aan het Paritair Subcomité.

HOOFDSTUK VI - BALANS EN REKENINGEN

Artikel 17 Elk jaar worden op 31 december de balans en rekeningen van het verlopen dienstjaar afgesloten.

HOOFDSTUK VII - ONTBINDING EN VEREFFENING

Artikel 18 Het Fonds is opgericht voor een onbepaalde duur.

Artikel 19 Het wordt ontbonden door het Paritair Subcomité ingevolge een gebeurlijke vooropzeg zoals voorzien in artikel 3.

Artikel 20 Het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse gemeenschap wijst de vereffenaars aan, bepaalt hun machten en duidt de bestemming van het vermogen aan.

*

* *